



Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 05 MAI 2020

**mettant en demeure la société FAURECIA AUTOMOTIVE INDUSTRIE
pour l'exploitation de ses installations situées 16, Rue Colbert à Marckolsheim**

La Préfète de la Région Grand Est
Préfète de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfète du Bas-Rhin

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.514-5 ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 10 juillet 2009 à la société FAURECIA AUTOMOTIVE INDUSTRIE pour l'exploitation sur le territoire de la commune de Marckolsheim d'installations de fabrication d'équipements pour l'industrie automobile ;
- Vu le rapport en date du 3 février 2020 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées établi suite à la visite sur site en date du 3 décembre 2019 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite d'inspection réalisée le 3 décembre 2019 sur le site, il a été constaté que :
des émissions de composés organiques volatils (COV) provenant des installations de fabrication dépassent, en flux et concentration, les valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant que ces dépassements constituent des manquements aux dispositions des articles 3.2.4 et 3.2.5, pour les émissions de COV ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I susvisé du code de l'environnement en mettant en demeure la société FAURECIA AUTOMOTIVE INDUSTRIE de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société FAURECIA AUTOMOTIVE INDUSTRIE, dont le siège social est situé 2 rue Hennape à Nanterre (92000), ci-après dénommée « l'exploitant », est mise en demeure, pour la poursuite de

l'exploitation de ses installations situées à Marckolsheim, 16 rue Colbert, de se conformer aux dispositions rappelées ci-après dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 susvisé

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration.

Les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en volume en O₂ de 21 % sauf pour les aérothermes pour lesquels cette teneur est de 3% (combustibles gazeux).

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration en mg/Nm ³
Cheminées de toutes les installations de production	(...) COV (cheminées de type H et L)	(...) 55

»

Article 3.2.5. de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 susvisé

« Valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Substances	Flux horaire en g/h
(...) COV	(...) 1150

Les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant. »

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein, le Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FAURECIA AUTOMOTIVE INDUSTRIE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Marckolsheim.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

Nadia IDRI

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.